

Le sommet francophone aura lieu à Paris à la mi-février

Le Canada veut une francophonie agissante

JEAN-PAUL BURY

PARIS (PC) — Le sommet francophone tant attendu, qui doit réunir 33 chefs d'Etat et de gouvernement de pays francophones, se tiendra à Paris les 17, 18 et 19 février prochains, après une ultime conférence préparatoire réunissant les ministres des Affaires étrangères le 15 février.

C'est ce qui a été décidé samedi à Paris lors de la première réunion ministérielle préparatoire au sommet, à laquelle participaient notamment Monique Vézina, ministre canadienne aux Relations extérieures, Gil Rémillard, nouveau ministre québécois des Relations internationales et Jean-Pierre Ouellet, ministre de l'Éducation du Nouveau-Brunswick.

Annonçant l'accord intervenu lors de la réunion ministérielle qui a duré près de quatre heures, le chef de la diplomatie française, M. Roland Dumas, a déclaré que le sommet, le premier de l'histoire de la francophonie, et dont l'idée avait été lancée il y a bientôt vingt ans par les présidents du Sénégal Léopold Sedar Senghor et de la Tunisie Habib Bourguiba, serait un événement de portée historique.

Il s'agira pour la trentaine de chefs d'Etat et de gouvernement, a expliqué le ministre français, de débattre au sein du club francophone,

des problèmes Nord-Sud et d'envisager l'aide qui pourrait être apportée, par les pays les plus industrialisés, aux pays les plus démunis et les plus pauvres. Mais ce sommet sera aussi et surtout a précisé le ministre, une occasion de débattre de la défense de la langue française et de dégager une volonté commune de re-

lever les défis auxquels doit faire face la francophonie.

A titre d'exemple, a indiqué M. Dumas, on utilisera les banques de données, la télévision, les télécommunications, la diffusion du livre.

Enfin un dernier chapitre sera inscrit à l'ordre du jour du sommet de février: passer en revue les voies de l'avenir pour les institutions francophones déjà existantes, comme, notamment, l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) qui pourrait éventuellement devenir le secrétaire permanent de la conférence.

Les thèmes retenus satisfont pleinement le gouvernement canadien, a expliqué pour sa part l'ambassadeur Lucien Bouchard, représentant personnel du premier ministre Brian Mulroney au club des cinq pays (France, Canada, Québec, Tunisie, Sénégal) qui ont participé depuis l'accord du 8 novembre entre Ottawa et Québec, aux premiers travaux préparatoires. Le Canada veut une francophonie agissante qui prépare l'entrée dans le 21e siècle en français, a expliqué l'ambassadeur.

Le sommet francophone doit être un succès, a déclaré Monique Vézina, le gouvernement canadien mettra tout en oeuvre pour qu'il réussisse.

La rencontre préparatoire a été excellente, a ajouté la ministre qui a

indiqué que ce dernier sommet devrait être suivi par d'autres.

M. Bouchard a par ailleurs estimé que la double appartenance du Canada au nouvel espace francophone qui va être défini et au Commonwealth serait plutôt un avantage. Nous voulons que chaque thème discuté soit suivi de mesures concrètes, a encore précisé l'ambassadeur qui a expliqué qu'Ottawa proposerait lors du sommet des moyens nouveaux pour venir en aide aux pays les moins favorisés, en invitant par exemple à examiner de façon plus réaliste l'endettement de certains pays africains.

Au sujet des critiques formulées dernièrement par l'ancien premier ministre Pierre Marc Johnson sur la place qui était faite au Nouveau-Brunswick, Mme Vézina a reconnu que les enjeux de la francophonie ont une dimension fort différente pour le Québec et pour le Nouveau-Brunswick. Mais comme les deux gouvernements étaient représentés à parité au sein de l'Agence francophone de coopération culturelle et technique, il allait de soi que les deux gouvernements participent au sommet, a-t-elle indiqué.

C'est d'ailleurs ce qu'a pleinement accepté le nouveau ministre québécois des Relations internationales Gil Rémillard qui s'est déclaré pour

sa part heureux de siéger à côté du représentant du Nouveau-Brunswick... Mais je crois que tous les participants se rendent compte que le Québec a une situation particulière, a-t-il déclaré.

Faisant ainsi référence à l'accord du 8 novembre entre Ottawa et Québec sur le niveau de représentation de la province, le ministre québécois a précisé qu'il fallait aussi considérer la pratique des ententes signées. Il pourrait y avoir avec le gouvernement de M. Mulroney des discussions sur les conditions d'application de l'entente négociée et conclue par le précédent gouvernement de M. Johnson motivées, selon M. Rémillard, par le fait que le Québec, comme Etat francophone d'Amérique, soit représenté en fonction de cette situation.

Faisant référence à cette spécificité québécoise, M. Rémillard a précisé qu'il avait eu vendredi soir l'occasion de rencontrer durant près d'une demi-heure son homologue français, M. Roland Dumas, pour parler des relations franco-québécoises qui sont d'un intérêt prioritaire pour le Québec, a conclu le ministre.

A noter que pour la première fois, le plan de table du sommet avait été mis en place. Sur les plaques d'identification des deux provinces était écrit: Canada-Québec et Canada-Nouveau-Brunswick.